

## D) LE MOYEN ET LE LONG TERME

PAR P. HAERINGER

### LE MOYEN TERME :

C'est l'échelle mensuelle ou annuelle, les cycles qui reviennent fréquemment et qui sont prévisibles. C'est à cette échelle qu'on peut analyser la "structure de la consommation" globalement, c'est-à-dire la part des différents postes de dépenses.

L'enquête la plus complète est celle de Houyoux sur Kinshassa :

- Importance relative du poste alimentaire : toutes classes sociales confondues (67 %)

À Abidjan, l'enquête de Vidal ne dégage pas de chiffres globaux. Je me suis livré à des calculs savants, et j'ai abouti au chiffre moyen, pour Abidjan, de 30 à 40 % (toutes classes confondues). La différence éclaire bien les tonalités différentes qui se sont dégagées des exposés sur Kinshassa et sur Abidjan.

Si l'on examine plus en détail sur Kinshassa : poste logement 15 % - poste habillement 7 % - et puis les postes divers (santé, école, transport) 10 % - variation des postes selon le niveau des revenus. A noter que la hiérarchie entre les postes est invariable, quel que soit le niveau du revenu. Le poste alimentaire est toujours prédominant (80 % pour les plus bas de l'échelle, à 60 % pour les classes supérieures). A l'intérieur de cela, la part des viandes et des alcools augmente avec les niveaux des revenus. Celle des féculents, des légumes et des poissons diminue. Dans le poste logement, il y a peu d'élasticité (80 % à 57 %). On passe de 12 à 20 %, mais l'élasticité est relativement faible. La dépense en capital augmente avec les revenus et la dépense en loyer diminue. Les dépenses en électricité augmentent, et les dépenses en équipement augmentent de 5 à 26 %. Les dépenses en eau restent inchangées. Poste habillement : 1,7 % à 10 %. La part de l'habillement féminin augmente selon le revenu. Les transports représentent l'essentiel des dépenses diverses. Les dépenses médicales diminuent fortement en fonction des revenus. Le mode de vie à Kinshassa est à la limite de la survie.

### LE LONG TERME :

A Abidjan, deux personnes sur trois ont une stratégie d'épargne, toutes classes confondues, et quelle que soit la place dans la famille (taux de 20 à 30 % du revenu). Le flux d'épargne est constitué à 45 % par des prêts (importance des prêts bancaires). Stratégie de diversification des revenus, c'est pour réaliser une épargne qu'une stratégie de diversification est réalisée par un actif. Là, les rôles des hommes et des femmes sont très diversifiés. Chacun travaille pour soi en général. Cette politique de diversification est assez scindée.

L'investissement immobilier passe en second lieu, après la priorité que constitue la confortation de l'outil de travail, c'est-à-dire du commerce, de l'artisanat. Les stratégies au niveau domestique sont beaucoup plus unitaires. Là, il y a beaucoup plus nettement un chef de famille, et les épouses, les neveux, fonctionnent comme des aides familiaux. Il y a une stratégie beaucoup plus unitaire. Ensuite, il faut évoquer les motivations non-économiques. C'est l'investissement au village d'origine (développé en Côte d'Ivoire et très peu au Congo). C'est aussi dans la droite ligne du "citadin planteur", du citadin paysan d'Houphouët Boigny. On investit au village, pas forcément avec une finalité économique. Il y a l'investissement dans la scolarité des enfants, quel que soit le niveau des revenus. Cette motivation "scolarité" est surtout importante au niveau des salariés. Les immigrants peuvent difficilement accéder au système scolaire.

L'utilisation du système bancaire : 2 actifs sur 3 utilisent le circuit bancaire.